

CIBLE

Fraise

Laurent Fabius, dit-on, aime à raconter l'histoire de l'éléphant (lui-même) qui se cache derrière la fraise des bois (François Hollande).

Corrigeons l'image sans vergogne. Ce n'est pas un éléphant qui se cache derrière le délicieux petit fruit, mais trois :

Laurent Fabius, évidemment ;

Dominique Strauss-Kahn, assurément ;

Bertrand Delanoë, encore discrètement, mais l'éléphant se sent, si l'on ose dire, pousser des ailes.

Porté sur le pavois par les congressistes de Dijon, le premier secrétaire du Parti socialiste aurait tort de se prendre pour le roi Babar, lui qui n'appartient même pas à l'aristocratie des animaux politiques.

La fraise des bois peut, si l'on ose encore dire, se faire du mouron : le fabuleux destin du faire-valoir de Jacques Delors, devenu premier valet dans la maison Jospin, paraît conduire François Hollande à l'écrabouillure. Ceci en raison d'une simple loi de physique des corps : il suffit d'un éléphant pour écraser une fraise des bois, alors qu'on n'a jamais vu une fraise, ni même une poire, terrasser un pachyderme ou du moins barrer la route d'une famille d'éléphants.

GOUVERNEMENT

Ils n'y croient plus !

Presse

**La dérive
du *Monde***

p. 6-7

Idées

**Lire
Leo Strauss**

p. 9

HUMOUR

Voilà la guerre en Irak terminée. La France une fois de plus a été ridicule. Non seulement les Américains se sont débarrassés de Saddam (alors qu'ils en avaient été empêchés en 1991), mais en plus ils ont trouvé les armes de destruction massives que les inspecteurs de l'ONU, ces vendus, avaient caché pour donner raison à la perfide France qui s'allie aujourd'hui avec les Teutons et les cocos desquels le bon oncle Sam l'avait toujours protégé. Et puis, la guerre n'a pas fait beaucoup de morts, surtout chez les alliés britanniques (qui sont courageux, eux, toujours en première ligne), ni chez les immigrés sud-américains qui pourront jouir de leur nouvelle citoyenneté américaine et auront autant de considération que les fils de sénateurs. Tout cela bien entendu, en respectant les lois internationales, la convention de Genève, notamment en privilégiant sur place la protection des hôpitaux irakiens (contre les pillages par exemple) au détriment des puits de pétrole et du ministère du même nom. Enfin les Américains assurent une reconstruction sans intérêt aucun, pas même pour les sociétés « W & Co » ou « Dick Corporation », pourtant très compétentes en la matière. Quant à la démocratie en Irak, c'est tout naturellement et sans doute très rapidement qu'elle s'établira : les

chiïtes en seront les garants incontestables et les minorités chrétiennes et kurdes ne seront plus jamais persécutées. C'est pourquoi je souhaite que Georges W. Bush obtienne le prix Nobel de la Paix. Dommage que la France n'ait pas d'homme d'État de l'envergure et de l'intelligence du président américain : seul Alain Madelin relève un peu le niveau.

G. T. (Gard)

HARKIS

En page *Courrier* du n° 815 de *Royaliste*, M. F. des Alpes Maritimes, se scandalise d'une récente déclaration à Nice de Pierre Messmer au sujet des harkis. Cette réalité rejoint une tout aussi récente fiction, *Mohand le harki* (1), dont l'auteur est fille de harki et présidente de l'association *La Kahena*. Fiction car l'auteur imagine qu'un ancien ministre, négociateur d'Évian, retiré dans le Midi, interrogé sur une station de FR 3 à l'occasion de la parution de ses *Mémoires d'un haut fonctionnaire*, répond avec la suffisance et le mépris que lui dicte sa mauvaise conscience aux questions pressantes qu'on lui pose sur les harkis (il ne s'agit pas de Messmer car ce « Jaunard » cite lui-même les instructions de Messmer que rappelle votre correspondant). Mohand, le vieux harki, regarde cette émission depuis sa maison pas très éloignée du village où s'est retiré l'homme d'État. Après avoir évoqué bien des fantômes et de cruels souvenirs, il exhume sa Mat 49,

quatre chargeurs, six grenades et s'en va prendre en otage l'ancien ministre. Il prétend obtenir de lui une « déclaration de repentance » devant une caméra de télévision.

Je ne vous dirai rien de la suite des événements ni bien sûr de l'épilogue. On pourra trouver à cette écriture quelques défauts bien légitimes – l'auteur est trop concerné – mais qui apparaîtront mineurs par rapport à l'invention et à la progression dramatiques dignes d'inspirer un film ou, si l'on aime la difficulté – évocation de souvenirs, retours en arrière... (j'aimerais faire ça !) – une pièce de théâtre.

On peut être gaulliste et garder un coin de cimetière où le drapeau restera en berne, le carré musulman... (nous n'avons pas oublié François d'Orléans).

F. B. (Hérault).

(1) Hadjila Kemoun - « Mohand le harki », Ed. Anne Carrière, 2003, prix franco : 18 €.

LES ROIS ET L'IRAK

Je vous adresse ci-joint ma demande de réabonnement à *Royaliste* et ma participation à votre souscription car, bien que je ne sois pas royaliste, je tiens à l'existence de votre journal avec lequel je suis souvent d'accord.

Bien que républicain (au sens constitutionnel du mot) j'avais été sensible à l'argument selon lequel le Roi, au-dessus des partis, ayant un dialogue avec le peuple, pouvait, dans les moments de crise, exprimer la voix de la sagesse.

Cela fut le cas jadis du roi d'Espagne lors d'une tentative de putsch : mais pourquoi est-il resté silencieux quand 80 % des Espagnols étaient contre la guerre en Irak ? De même au Danemark où le silence de la Reine fut remarquable (je passe sur la Grande-Bretagne où l'opinion finit par se rallier à la position de Blair). Ce

sont des monarques constitutionnels ? Certes, mais s'ils ne doivent être que les muets du sérail quelles que soient les circonstances, qu'incarnent-ils ?

De même, j'ai été très choqué par la position outrageusement pro-américaine de l'ex-roi Siméon, Premier ministre de Bulgarie, qui s'est aligné au premier signe de Bush... Je pensais que l'ancienneté de sa famille l'aurait mieux ancré en Europe...

C.-E. A. (Paris).

[Nous avons pris pour règle de ne pas intervenir dans le *Courrier des lecteurs*. Signalons tout de même à notre correspondant que Bertrand Renouvin avait abordé la question de l'attitude des pays de l'Est dans l'éditorial du n° 811 et que Yves La Marck y revient dans le présent numéro.]

DROGUE

En dépit de la dureté des temps et de ma situation personnelle difficile, j'ai décidé de faire un gros (pour moi) effort pour participer à la souscription que vous avez lancée. En effet, *Royaliste* m'est devenu, au fil des années, (cela fait bientôt dix ans que je vous lis) une drogue indispensable. L'idée que vous pourriez disparaître, ou même espacer vos parutions, m'est insupportable. Non pas que je sois toujours d'accord avec vous (je suis partisan d'un *État minimum*, car à trop vouloir augmenter ses attributions on arrive à un *État impuissant* en raison de la complexité de ses rouages) mais la lecture de *Royaliste* est toujours tonifiante et donne matière à réflexion. De toutes les revues qui se réclament peu ou prou du royalisme vous êtes la seule que l'on peut passer sans rougir à un voisin ou un collègue de travail avec quelque chance d'éveiller son intérêt. Je le fais le plus systématiquement possible et les résultats sont presque toujours positifs.

D.B. (Ile-de-France)

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Enfin de bonnes nouvelles ! - L'aveu - p.4 : Lettre ouverte à J.P. Raffarin - p.5 : La petite entente - p.6/7 : Rendez-vous Le Monde - p.8 : Une ambition politique - p.9 : Lire Leo Strauss - p.10 : Questions sur le patrimoine - De la régence - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Expectatives et expédients.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Enfin de bonnes nouvelles !

Quand tout va mal, qu'est-ce qui peut aller bien ? Quand Sœur Anne ne voit rien venir, peut-on apercevoir sur la route qui poudroie un cortège de gens heureux ?

Alors que la puissante Amérique doute d'elle-même, la douce France raffarinienne ne serait-elle pas le pays des matins radieux ?

Jcris ces lignes pour calmer Sylvie Fernoy, rendu folle furieuse par mon projet d'article dont le titre résumait la matière : *Crise mondiale : C'est épouvantable !* Moi, je croyais que c'était dans la ligne de son article du dernier numéro. J'avais trouvé habile d'en rajouter une louche mais notre Sylvie revenait d'un séminaire sur l'information télévisée en Corée du Nord où elle avait chopé une mauvaise fièvre qui lui donne encore des bouffées délirantes.

Donc la patronne a lu mon papier, l'a déchiré en menus morceaux et s'est mise à hurler : Y'en a marre du pessimisme ! Faut po-si-ti-ver ! Rassurer les Français !

Moi, murmurant : C'est pas la ligne du journal...

Sylvie, exaltée : C'est un moment dialectique dans l'application de la Juste Pensée des Dirigeants qui suivent la Voie lumineuse décidée par le Congrès ! En d'autres termes, Coco, tu t'exécutes ou tu es exécuté. Choisis ! Et trouve du po-si-tif, nom d'un Kim Il Jong !

Moi, bougonnant : C'est pas au Japon qu'on va en trouver, du positif : ça stagne, ça déflate à tout-va ! Et l'Amérique s'en-fonce dans la crise. Preuve : la Réserve fédérale américaine craint que les États-Unis ne soient en train de basculer dans la déflation. Or la déflation freine la croissance, faute de demande suffisante de la part des consommateurs qui ont de

moins en moins d'argent liquide et de crédit bancaire — comme tu nous l'a enseigné, ô divine Sylvie. Certains, aux États-Unis, sont en proie à une telle panique qu'ils préconisent « une injection massive de liquidités dans le système », autrement dit le recours à la planche à billet.

Sylvie, hautaine : Cherche en Europe, et tu trouveras du réconfortant.

Moi : ça va pas être de la tarte ! Pour les douze pays de la zone euro, croissance zéro au premier trimestre de cette année. Allemagne en récession. Pays-Bas en récession. Italie en régression... Partout, on s'attend à une forte hausse du chômage. Et comme tu l'avais annoncé, ô Sublime, l'euro fort fait obstacle aux exportations et freine encore plus la croissance.

Sylvie, hallucinée : Schröder ! Il est social-démocrate ! Il va réagir...

Moi : Tu dérailles, princesse des Éconochoses. Le chancelier allemand voudrait réduire la durée d'attribution des indemnités-chômage, réduire le montant des prestations pour les chômeurs de longue durée, faire des économies sur l'assurance-maladie et faciliter les licenciements dans les entreprises de moins de cinq salariés. Contre la déflation qui menace l'Allemagne, le gouvernement allemand veut imposer un programme déflationniste.

Sylvie, les yeux brillants : Wim m'a parlé en rêve. Il va annoncer une baisse des taux !

Moi : La fièvre t'égare, ô Reine de la Conjoncture. Wim Duisenberg a décidé que la Banque centrale européenne ne baisserait pas ses taux pour le moment. Au mépris de l'évidence, il a déclaré que le niveau de l'euro par rapport au dollar n'était « pas excessif ».

Mais le président de cette BCE chargée de lutter contre l'inflation a déclaré que l'inflation ne devait pas tomber à un trop bas niveau et que cette « clarification » (sic) soulignait « l'engagement de la BCE à aménager une marge de sécurité suffisante pour se prémunir contre les risques de déflation ». Autrement dit, la Banque centrale de Francfort se prépare à lutter contre la déflation mais sans bénéficier des moyens d'action américains puisque le Pacte de stabilité interdit la relance économique par un déficit accru du budget. La France, qui est en stagnation, est exposée à la même menace de récession et de déflation que ses voisins.

Sylvie, suppliante : Trouve quand même de bonnes nouvelles pour conclure !

Moi : Les voici, ô ma Pythie ! Daniel Bouton, PDG de la Société générale (mis en examen pour blanchiment aggravé), gagne 2,25 millions d'euros par an ; Lindsay Owen-Jones (l'Oréal) gagne 6,26 millions et les salaires de la plupart des grands patrons français se situent dans ces hauteurs (1).

Il y a des gens heureux en France. Dors en paix, ô Sylvie.

Paul TRON

(1) Pour les demeures qui ne « visualisent » pas très bien ces sommes en euros, précisons que 2,25 millions d'euros par an correspondent à un gain mensuel de 1,25 million de francs et 6,26 millions à un gain mensuel de 3,41 millions de francs.

L'aveu

Lors des questions au gouvernement du mercredi 7 mai, en réponse à Gérard Dubrac, député de l'UMP, qui s'inquiétait des modalités de mise en œuvre de la politique présidentielle de lutte contre le cancer, en particulier en ce qui concerne le dépistage systématique du cancer du sein, le ministre de la Santé, Jean-François Mattei a répondu à juste titre que « la généralisation du dépistage du cancer a été souhaitée par tout le monde, mais, en septembre 2002, seulement trente-trois départements avaient engagé cette action, et aujourd'hui, seulement quarante-neuf ». Et de marteler : « C'est insuffisant, c'est très insuffisant ».

La raison d'un tel dysfonctionnement ? Le Ministre l'a aussitôt donnée : « Cela est probablement dû au fait que le dépistage du cancer du sein dépend de la compétence des départements. Certains s'y sont lancés, très vite (...) mais il est inacceptable que plus de la moitié des départements n'aient pas rempli cette obligation ». Et d'annoncer que l'État allait se substituer aux départements dont l'incurie en la matière persisterait « car notre responsabilité est de garantir l'accès aux soins pour toutes les femmes ».

Quel aveu, fait devant le Premier ministre lui-même, des dangers que fait courir aux Français une politique de décentralisation purement idéologique, et qui montre ses conséquences funestes avant même d'avoir été pleinement engagée ! La décentralisation telle que la construit le gouvernement conduit bien à rendre les Français inégaux devant leur bien le plus précieux : la santé. Le ministre l'avoue : l'État seul est en mesure d'assurer la protection des Français.

François MARCILHAC

Voici pourquoi, M. Raffarin, nous allons nous opposer à votre réforme...

C'est avec plaisir que nous publions ici la lettre ouverte adressée à Jean-Pierre Raffarin par Pierre Bitoun et Anne Carpentier. Nous incitons tous les lecteurs de *Royaliste* à s'associer à ce texte.

Il y a d'abord, M. le Premier ministre, un point qui nous chagrine, nous irrite ou nous exaspère, c'est selon. Le caractère, l'humeur du moment ou le montant de la paie. Comment pouvez-vous avoir l'audace d'exiger des Français un effort en matière de retraites sans vous l'appliquer à vous-même et aux gens de votre rang ? Nous n'avons pas oublié que, votre gouvernement à peine formé, vous avez procédé à une substantielle revalorisation du traitement des ministres, de près de 70 % ! Nous n'avons pas non plus oublié le départ à la retraite de M. Juppé, énième illustration des privilèges parlementaires. Et comment pourrions-nous perdre de vue l'insolent et régulier étalage des salaires, stock-options, golden parachutes et autres retraites somptueuses de nos grands patrons ? Pourquoi, vous généralement si prompt à discourir sur l'équité, êtes-vous à ce propos tellement silencieux ? Si vous souhaitiez réellement une juste réforme, le minimum, M. Raffarin, aurait été de veiller à ce que tout cela soit mis sur la table...

Un autre sujet qui nous mécontente beaucoup, c'est votre façon de discuter. La méthode, comme l'on dit. Depuis votre entrée à Matignon, vous n'avez eu de cesse de vous présenter comme l'homme de la France d'en bas, soucieux de proximité, de dialogue social. Et que faites-vous quand arri-

vent les choses sérieuses ? Rien, en définitive, que de la basse politique et de l'autisme : une réforme dont il faut attendre des mois la teneur exacte, soit autant de temps perdu pour une étude et une négociation sérieuses ; un projet quasi bouclé, sans autre « ouverture » que des miettes à distribuer ; un souverain mépris pour toutes les propositions alternatives qui vous ont été présentées, qu'elles émanent des syndicats ou d'autres sources. Irréalistes, le retour du privé à 37 années et demi de cotisation, l'intégration des primes des fonctionnaires en échange du passage à 40 ans, le minimum de pension à 100 % du SMIC ou une meilleure prise en compte de la pénibilité du travail ! Bref, tout ce qui ne vient pas de vous est toujours impossible, toujours pas sérieux, trop coûteux ! Alors même que les ressources sont là, à portée de main, à réfléchir et à panacher : augmentation des cotisations sur le travail, modulation des taux en fonction du recours de l'entreprise à l'emploi précaire, instauration d'une cotisation vieillesse sur les transactions financières, les revenus boursiers, la consommation, création d'une taxe sur les ventes d'armes, etc. Par ailleurs, on ne vous a guère entendu parler, dans votre prétendu « grand chantier », des retraites des petits commerçants, artisans ou paysans dont nul n'ignore les modestes montants. Enfin, com-

ment ne pas dire et redire que vous avez omis d'associer à vos « consultations » un invité pourtant bien naturel : les jeunes ? ! Ceux-là même qui payeront demain nos retraites. Quel symbole que cet oubli, M. Raffarin, de votre manque de bon sens et de votre esprit si peu démocratique !

Mais venons-en au point central de votre réforme. Vous souhaitez, à partir de 2008, aligner la durée de cotisation du public sur le privé, puis allonger pour tous cette durée à 41, 42 ans. Avec, à la clef, une baisse des pensions et retraites que l'on évalue de 20 à 30 %, des jeunes qui, compte tenu de leur entrée tardive sur le marché du travail, vont devoir travailler jusqu'à 65 ou 70 ans, et des chômeurs et précaires soumis, en quelque sorte, à une triple peine : choc du licenciement, recherche épuisante d'emploi, retraite au montant forcément amputé. Ni les fonctionnaires, ni les salariés du privé, ni les précaires des deux secteurs, ni les chômeurs, jeunes ou âgés, n'ont mérité, M. le Premier ministre, pareil traitement, pareille régression sociale ! En outre, qui ne voit qu'avec une telle baisse des pensions et retraites, la voie sera ouverte, de fait, aux fonds de pension ? Pour ceux, bien entendu, qui auront les moyens d'y souscrire et avec tous les aléas boursiers que l'on sait. Mais c'est incontestable, si votre réforme venait à passer, le piège

se refermerait. Le droit à une vie, décente et digne, après le travail, garanti par la contribution de tous, deviendrait de plus en plus un produit. Lucratif pour les marchands, généreux pour une petite minorité, appauvrissant et insuffisant pour le plus grand nombre.

Il y a enfin, M. Raffarin, que nous ne vous voyons que trop bien venir. En cas de succès, il ne fait pas le moindre doute que vous serez, demain, encore plus agressivement libéral que vous ne l'êtes déjà : sur la Sécurité sociale dès le deuxième semestre 2003, sur les régimes de retraite des entreprises publiques ou la sécurité d'emploi des fonctionnaires un peu plus tard, sur les privatisations tous azimuts que vous négociez dans le cadre de l'Union européenne ou de l'Accord général sur le commerce des services à l'OMC. Votre réforme, nous le savons, n'est que l'une des pièces d'une offensive mondiale qui dure depuis maintenant plus de vingt ans et se nourrit, partout, de ses victoires ou grignotages successifs.

Voilà pourquoi, M. le Premier ministre, nous allons nous opposer à votre réforme et chercher à en imposer une autre, solidaire, démocratique et moderne. Une réforme où tout soit mis sur la table, où tous soient dignement traités, et sans le dogmatisme idéologique dont vous faites preuve. Il ne faudrait surtout pas croire que parce que vous avez été confortablement élu dans les conditions que l'on sait - tout vous soit permis. Nous allons, dès demain et aussi longtemps qu'il le faudra, vous le faire entendre.

Pierre BITOUN,
sociologue et fonctionnaire
Anne CARPENTIER,
journaliste et chef
d'entreprise

Les personnes souhaitant s'associer à ce texte peuvent envoyer un courriel à :
pierre.bitoun@wanadoo.fr
ou lafeuille@free.fr

La petite entente

Nos amis du centre et de l'est de l'Europe nous ont manqué. Ils sont l'objet d'insupportables pressions de la part de Washington qui, pourtant, les abandonnera en rase campagne.

Nous ne pouvons cacher la peine que nous ont faite, à nous leurs amis de toujours, la Bulgarie, membre du conseil de sécurité, qui s'est constamment alliée aux Anglo-Américains, la Roumanie, qui a fourni une base aux forces américaines en route vers l'Irak, la Pologne qui y a envoyé 200 soldats ou les Baltes qui ont signé une lettre de soutien à la « Coalition » qui fit paraître comme irréversible une division de l'Europe. Comment expliquer ce lâchage ?

On l'a attribué parfois à d'anciens communistes nostalgiques du pacte de Varsovie en rupture avec leurs opinions publiques. Ces dernières étaient, certes, moins majoritairement opposées à l'intervention en Irak qu'à l'ouest du continent mais cependant l'opposition l'emportait souvent nettement sur le soutien. On l'a, a contrario, excusé de la part de pays ayant, jusqu'à récemment, enduré la dictature et désormais solidaires de tout mouvement de liberté et éternellement reconnaissants à l'Amérique. Ces deux types d'explication entrent en ligne de compte mais la raison essentielle n'est pas là : ces pays sont en butte à une pression absolument ignoble à laquelle ils n'ont aucun moyen de résister. Car ils voudraient, ils auraient voulu aussi, se montrer bons Européens. Mais les moyens de chantage exercés sont tels qu'ils sont comme pieds et poings liés. Les États-Unis agissent envers eux comme ils l'ont fait longtemps vis-à-vis de l'Allemagne, constamment sommée de choisir en-

tre Washington et Paris. Il est criminel d'obliger à agir ainsi des pays sans défense.

Car ces pays sont sans défense. Le plus important, la Pologne, ne peut faire face à des demandes supplémentaires : lui confier une zone de commandement en Irak confine au ridicule. On n'aurait pas agi autrement si on avait voulu l'humilier. Sauf à en user comme moyen de pression sur l'Allemagne pour la contraindre d'aider la Pologne avec laquelle elle partage une même zone Otan sur la Baltique. Berlin n'est pas une seconde tombé dans le piège. Il a platement refusé. Du coup à quoi sert la Pologne ? Autre stratagème rapidement déjoué : lui faire miroiter le transfert des bases militaires américaines actuellement en Allemagne. Les meilleurs experts militaires américains ont cru s'étrangler. Ce serait, ont-ils dit, perdre définitivement les Allemands sans y gagner un seul soutien à l'Est. Ils ont traité le projet de « petite entente » qui répéterait l'inanité du traité de Versailles, lequel prétendait faire équilibre à l'Allemagne à l'Est en s'appuyant sur un chapelet d'États croupons. En réalité, la « petite entente » visait surtout à empêcher la reconstitution de l'Autriche-Hongrie.

La seule véritable motivation du préjugé polonais du président Bush est de politique intérieure américaine. Le vote des Américains d'origine polonaise, traditionnellement démocrates et catholiques, est crucial pour gagner trois ou quatre États clés qui avaient échappé au candidat républicain lors des élections de

l'an 2000. L'enjeu des élections de 2004 est pour Bush d'être lavé du péché originel de l'illégitimité qui a entaché son arrivée au pouvoir.

L'étape, le 31 mai, de Cracovie, la ville de Jean-Paul II, sur la route de Saint-Petersbourg puis d'Évian, ne se justifie pas autrement. Sinon, elle n'existe que par rapport à la Russie et à la France. Si ces deux pays avaient suivi Washington, Bush n'aurait pas eu besoin de s'arrêter à Cracovie si ce n'est en campagne électorale.

Que Poutine et Chirac cessent d'inquiéter la Maison Blanche et que Bush soit assuré de son élection et les pays de la « nouvelle Europe » retomberont pour Washington dans un parfait anonymat. Il faut qu'ils le comprennent et qu'ils trouvent dans l'Europe de Bruxelles, de Paris et de Berlin, les appuis voulus. La crise irakienne est un appel à plus d'Europe à l'Est. Les Américains ont pu nous tailler des croupières parce que ces pays n'étaient pas encore membres pleins de l'Union européenne. Qui plus est, ils étaient au plus bas parce que, dans la phase ultime des négociations avec Bruxelles, ils étaient affaiblis par l'obligation d'avoir à remplir certaines conditions dans un temps déterminé. On ne pouvait imaginer passage plus difficile. Mais le résultat est spectaculaire, s'agissant par exemple de la Lituanie qui a déjoué tous les sondages sceptiques jusqu'au dernier moment. Les Lituanais ont plébiscité le choix européen. Si le référendum polonais des 7-8 juin pouvait donner les mêmes résultats, quel désaveu des basses œuvres de l'ambassade américaine !

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **BELGIQUE** – Le fils cadet du roi des Belges, le prince Laurent, accompagné d'une délégation de la Fondation qui porte son nom, a effectué une visite au Samu social de Paris, dans le cadre des activités de sa Fondation, sur le thème : « les personnes sans domicile fixe et leurs animaux : quelle aide leur apporter ? ». Il a, entre autres, visité le centre d'hébergement des personnes SDF ayant un animal, situé sur la péniche « Le Fleuron ».

♦ **ALBANIE** – C'est à une quasi unanimité (73 pour, 3 contre et 6 abstentions) que le parlement albanais a adopté le projet de loi fixant le statut de la famille royale rentrée d'exil il y a un an. Ce statut prévoit notamment que tous les membres de la famille royale jouissent de l'immunité diplomatique et aient une situation protocolaire conforme à celle des dignitaires de l'État. Selon Bahri Kollçaku, député du Parti de la légalité d'Albanie, « ce projet de loi entérine, enfin, la période de la monarchie dans notre histoire ». D'autre part le Parti socialiste s'est déclaré en faveur du retour des cendres du roi Zog I^{er} « avec les honneurs rendus par les autorités officielles ». Le roi Zog avait été chassé du trône par les fascistes mussoliniens en 1939 et il est décédé à Suresnes, en 1961, après un exil de vingt-deux ans. Il repose actuellement au cimetière parisien de Thiais.

♦ **MAROC (1)** – Uns salve de 101 coups de canon a, le 8 mai, annoncé aux Marocains la naissance d'un nouveau prince héritier. S.A.R. Lalla Salma, épouse du roi Mohammed VI, venait de donner naissance à un jeune garçon qui a été prénommé Hassan en hommage à son grand-père le roi Hassan II. A l'occasion de cette naissance, le roi a accordé une grâce à près de 50 000 détenus, 9 459 d'entre eux étant immédiatement libérés et les autres bénéficiant de remise de peine. Le Palais a fait aussi procéder à un recensement de tous les enfants nés le même jour qui bénéficieront d'une particulière sollicitude royale. Le président Chirac a adressé un message de félicitation au roi, formant « les vœux les plus ardents pour cet enfant qui assurera la pérennité de la monarchie, symbole de l'identité du peuple marocain ».

♦ **MAROC (2)** – A peine terminées les importantes festivités populaires et traditionnelles qui avaient marqué la naissance du prince héritier, le Maroc a été frappé par de meurtriers attentats terroristes à Casablanca. Le roi s'est rapidement rendu sur les lieux « pour prendre la juste mesure du drame ». Il a tenu, en particulier, à se rendre au Cercle de l'Alliance israélite, touché par les attentats, afin de rassurer la communauté juive marocaine. Un communiqué du Palais fustige « ces actes terroristes qui visent à saper les fondements millénaires de notre société et qui sont l'œuvre d'un réseau international de terrorisme contre lequel le Maroc est déterminé à sévir sans merci et sans état d'âme ».

♦ **ITALIE** – Après son voyage symbolique, mais mouvementé, à Naples à la mi-mars, c'est à Rome que la famille royale de Savoie est venue passer trois jours. Le prince Victor-Emmanuel, son épouse et son fils, Emmanuel-Philibert, ont été reçus par les plus hautes autorités de l'État. Le président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, les a accueillis au Quirinal, le prince a ensuite été remercié par le président du Conseil, Silvio Berlusconi, qui a été l'un des artisans de l'abrogation de la loi d'exil, enfin la famille royale a été reçue par le président du Sénat, Marcello Pera.

Le livre que Pierre Péan et Philippe Cohen ont consacré au *Monde* ne constitue pas seulement un

énorme succès de librairie. La mise en cause du quotidien de la classe dirigeante, qui contribue largement à la fabrication et à la diffusion de l'idéologie dominante, est un événement politique de première importance. La guerre en Irak a interrompu les polémiques médiatiques. Mais cela ne signifie pas que MM. Colombani, Plenel et Minc soient tirés d'affaire. Ils font maintenant l'objet d'une suspicion légitime et permanente, dont nous exposons les principales raisons.

Notre « grand quotidien du soir » entre dans sa soixantième année. Il aurait pu croire encore dans l'estime générale, changer au rythme de la société française qu'il exprime d'une certaine manière, l'influencer peu ou prou sans cesser de donner aux lecteurs ce qu'ils attendent d'une publication de ce type : des informations générales, rigoureuses, et des opinions diversifiées. Ceci sans exiger la neutralité (impossible) du regard rédactionnel et l'objectivité (illusoire) des commentaires.

Dès sa fondation, *Le Monde* fut un journal engagé : Hubert Beuve-Méry était d'une extrême sévérité pour le général de Gaulle, son successeur Jacques Fauvet fit campagne contre Valéry Giscard d'Estaing en 1981, le soutien du journal au Viêt-công et aux Khmers rouges fit l'objet de violentes polémiques... Toutes ces prises de position n'empêchaient pas que *Le Monde* soit considéré comme une institution, indispensable à l'expression démocratique : le « quotidien de la rue des Italiens », comme on disait à l'époque, était engagé pour des motifs explicites, clairement exprimés par ses directeurs successifs, qui avaient tous une haute conscience morale (on disait que *Le Monde* était un journal « protestant ») et un sens aigu de leurs responsabilités professionnelles.

Ce journal engagé n'était pas un journal de parti pris, ce qu'il est devenu à la suite de la très longue crise qui a marqué la succession de Jacques Fauvet. La candidature de Jean-Marie Colombani à la direction semblait être l'occasion d'en finir de manière positive avec d'épuisantes luttes internes puisque le candidat promettait le redressement financier et une nouvelle formule rédactionnelle. Comme l'expliquent Pierre Péan et Philippe Cohen, c'est en fait un trio (J.-M. Colombani, Alain Minc, Edwy Plenel) qui a pris le pouvoir, imposé une ligne rompant avec les principes mêmes du journalisme et développé une idéologie qui masque la formidable volonté de puissance de l'équipe dirigeante - sans que le quotidien retrouve pour autant sa prospérité d'antan.

L'idéologie *Monde*

Au temps d'Hubert Beuve-Méry et de Jacques Fauvet, il y avait un esprit du *Monde* : il exprimait les valeurs politiques de la gauche, alors dans l'opposition. Nous avons maintenant affaire à un journal sectaire, qui fait campagne contre l'État et contre la nation au nom d'une idéologie devenue dominante chez les oligarques de toutes tendances : l'Europe supranationale, l'ultra-libéralisme, le « girondinisme ». Certes, on trouve encore au sein de la rédaction des keynésiens et des patriotes, mais la troïka im-

pose une ligne générale que chacun applique et fait appliquer avec une efficacité d'autant plus grande qu'il y a division du travail stratégique : Jean-Marie Colombani rédige les homélies « bruxelloises », atlantistes et décentralistes ; Edwy Plenel mène les opérations de déstabilisation de l'État ; Alain Minc veille à l'apologie du nouveau capitalisme.

Subjectivités

Il faut ajouter à ce trio un quatrième homme, Bernard-Henri Lévy, qui exerce une influence considérable sur la thématique du *Monde* et sur le système des promotions et des exclusions. Pierre Péan et Philippe Cohen auraient pu aller plus loin dans l'analyse de cette puissance surajoutée. Mais il est vrai que le personnage, aussi éblouissant par l'intelligence que talentueux dans la charlatanerie, mériterait qu'on lui consacre un livre entier.

Le cas BHL souligne le poids des subjectivités dans la dérive du *Monde*. On a beaucoup reproché à Pierre Péan et Philippe Cohen d'avoir raconté l'histoire du père d'Edwy Plenel et révélé celle du père de Jean-Marie Colombani, indépendantiste corse pro-italien à l'époque du Duce. Ils y étaient incités par Edwy et Jean-Marie, qui ont invoqué dans leurs écrits leur fidélité au père - à la différence d'Alain Minc, enfant d'un couple d'admirables ré-

sistants communistes, qui a choisi une tout autre voie que ses parents sans les invoquer.

Ces questions de filiation ne sont pas examinées pour satisfaire la curiosité des lecteurs ou pour susciter le scandale mais soulignent ce que nous avons pour notre part négligé : *Le Monde* n'est pas seulement un appareil idéologique, c'est aussi l'instrument de règlements de comptes personnels et passionnels de deux personnages qui en sont venus à haïr la France ainsi que les personnalités qui cultivent d'une manière ou d'une autre l'amour de la patrie.

Les deux auteurs de *La face cachée du Monde* jettent surtout une lumière crue sur la formidable volonté de puis-



◆ Le directeur du *Monde*, Jacques Fauvet, encore "Le" *Monde*.

ue

nous le !

sance de la troïka. Si la haine de la nation française est déterminante dans l'attitude d'Edwy Plenel et de Jean-Marie Colombani, il y a lieu de se demander dans quelle mesure l'idéologie qu'ils véhiculent n'est pas un instrument de pouvoir plus qu'une conviction.

Volonté de puissance

Chez les dirigeants du *Monde*, la « pensée correcte » a été relativisée par les connivences avec Charles Pasqua, lorsqu'il était aux affaires, et avec Bernard Deleplace, à l'époque où ce mitterrandiste fidèle était le patron du syndicat majoritaire de la police. Ce n'est pas non plus par idéologie que les dirigeants du

Monde ont monté leur groupe de presse et participé à divers montages financiers - parfois assortis de pressions éhontées - que Pierre Péan et Philippe Cohen exposent de manière précise dans leur ouvrage. Manifestement, les trois dirigeants cherchent la puissance pour la puissance et, aussi différents soit-ils, s'entendent comme larrons en foire pour « jouir du pouvoir » qu'ils ont conquis de haute lutte.

C'est cette commune jouissance qui explique que la troïka ne se soit pas dissociée après la parution de *La face cachée du Monde* et renforce maintenant les murailles externes et internes de la forteresse assiégée - chacun selon ses capacités : Jean-Marie Colombani fait un tour de France pour récupérer des lecteurs (signe que les choses vont vraiment mal), Alain Minc s'efforce de combler le gouffre financier et Edwy Plenel renforce sa garde rapprochée par le recrutement ou la promotion d'anciens de la LCR.

Cette jouissance du pouvoir n'est pas d'ordre intellectuel. Elle s'obtient par des actes concrets et quotidiens. *Le Monde* exerce une influence décisive sur les autres médias, surtout la radio et la télévision qui épousent les conceptions de la troïka - pensons à l'« information » sur la guerre civile en Bosnie puis au Kosovo. Jean-Marie Colombani et Alain Minc se sont par ailleurs flattés d'avoir fait

la propagande d'Édouard Balladur en 1994-1995. Leur journal a assuré la promotion d'Arnaud Montebourg et d'autres personnalités politiques de droite ou de gauche, mais qui correspondent toujours aux normes de la direction. Edwy Plenel, qui continue de se réclamer de Trotski et qui ose invoquer Péguy, apparaît dans *La face cachée* moins comme un idéologue que comme un manipulateur fasciné par les territoires de l'ombre : son goût de l'intrigue policière, des services secrets, des coups tordus, des égouts de la politique l'ont amené, comme le montrent Pierre Péan et Philippe Cohen, à participer à des opérations douteuses, à publier des informations non vérifiées, à utiliser sans vergogne des documents couverts par le secret de l'instruction pour nourrir des campagnes calomnieuses. Les trois compères jouissent en outre d'exercer, en compagnie de BHL, de Philippe Sollers et de Josyane Savigneau, papesse du *Monde des livres*, une véritable police de la pensée qui s'accompagne de procédés inquisitoriaux.

Etre reconnu comme directeur de l'opinion publique, monter des coups financiers en pratiquant au besoin l'intimidation, porter au firmament littéraire (au moins l'espace d'une saison) des auteurs amis ou publiés par des maisons amies : autant de manières positives de renforcer la puissance du *Monde* et du groupe de presse constitué par la troïka. Sa jouissance est augmentée par la considération enivrante que portent aux sommités du *Monde* les géants de l'industrie et les gloires de la finance : la description de Jean-Marie Colombani animant un séminaire de Jean-Marie Messier à New York, au temps de la splendeur de *Vivendi*, est digne de figurer dans une anthologie de la préciosité ridicule à l'époque de la globalisation.

Tout cela ne suffit pas aux patrons du *Monde* mondialisé. A la manière des dictateurs modernes, les trois tyrannaux savent que la puissance est d'autant plus respectée qu'elle se fonde sur la peur. Le mot n'est pas trop fort : les campagnes menées contre Édith Cresson puis contre Pierre Bérégovoy, « poussé au sui-

cide par la calomnie », l'affaire du prétendu complot « rouge-brun » et surtout le lynchage de Roland Dumas sont autant d'exécutions publiques qui font trembler les puissants. Mieux vaut se faire bien voir, multiplier les attentions, arranger les choses plutôt que de s'exposer à une campagne, à une série de caricatures infamantes ou, ce qui ne vaut pas mieux, à une censure totale. Cette censure est d'autant plus impressionnante qu'elle s'accompagne de mesures d'exclusions à la télévision et dans des groupes d'édition.

Tout pouvoir a des limites, toute tyrannie, même petite-bourgeoise, est menacée de périr de ses propres excès. Le livre de Pierre Péan et de Philippe Cohen en apporte la preuve, et c'est pour des dizaines de milliers de citoyens une délivrance. Le discrédit politique et moral de la troïka est d'autant plus net que les compères sont pris au piège de leur propre discours. Ainsi, les cyniques donnaient des leçons de morale ! Les spécialistes des opérations opaques exigeaient d'autrui la pleine transparence ! Les héros de l'investigation agissaient au mépris de la déontologie...

Il faut en effet parler au passé. Les hommes du *Monde* ont beau tenter un procès à Pierre Péan et à Philippe Cohen, les maîtres auto-proclamés de l'« investigation » sont touchés au vif par une enquête journalistique exemplaire puisqu'ils ont renoncé depuis quelques semaines à leurs « coups », à leurs campagnes diffamatoires, à leurs exécutions publiques. Ils préfèrent se poser en victimes d'une opération de destruction de leur journal. Au contraire, Pierre Péan et Philippe Cohen veulent, par leurs coups de boutoir, que *Le Monde* retrouve sa vocation initiale et l'estime de ses lecteurs.

B. LA RICHARDAIS

Pierre Péan, Philippe Cohen - « La face cachée du Monde. Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir », Mille et une nuits, 2003.

En librairie, le livre est vendu 24 €, pour les lecteurs de *Royaliste* prix spécial de faveur : 22 € (franco de port).



vet. Du temps où Le Monde était

Une ambition politique

Depuis la fin de l'adolescence, Georges Balandier voyage à travers les époques, sur divers continents et chemins intellectuels, allant toujours à l'aventure sans perdre l'unité de sa vie ni l'ambition de son projet.

Voici vingt bonnes années que nous suivons Georges Balandier, au deux sens du verbe. Nous sommes attentifs à l'œuvre qui se fait de livre en livre. Nous tenons son auteur pour un maître et, parmi nous, chacun vient puiser dans son enseignement les éléments nécessaires pour comprendre ce qu'il voit, ce qu'il fait. Les proches de l'Afrique retournent régulièrement à ses premiers ouvrages tandis que d'autres travaillent plutôt selon les larges perspectives ouvertes par sa sociologie de la modernité.

Quelles que soient leurs préférences, ceux qui sont entrés dans la vie politique et intellectuelle à la fin des années cinquante ou soixante trouveront toujours leurs marques dans cette œuvre magistrale et le nouveau livre de Georges Balandier (1) leur permettra de retrouver les idées fortes et les grandes figures d'une époque secouée par des débats et des guerres aux couleurs maintenant estompées.

On se souvient du marxisme, on a oublié le succès du structuralisme. Mendès France et Senghor restent présents, mais Franz Fanon, Patrice Lumumba, Sékou Touré ne sont plus guère évoqués. Les portraits brossés par Georges Balandier et les analyses rassemblées dans son ouvrage donnent envie de reprendre nombre de questions et de retrouver maints personnages naguère caricaturés par les passions contraires.

Mais ce livre s'adresse surtout, me semble-t-il, aux jeunes générations tentées par la sociologie et l'anthropologie ainsi qu'aux citoyens qui voudraient comprendre les enjeux du nouveau siècle. Tous risquent de négliger ce qui paraît être un simple recueil d'articles et de souvenirs et pourraient se contenter d'un relevé bibliographique.

C'est la démarche contraire qu'il faut adopter : avant de reprendre toute l'œuvre, commencer par le dernier ouvrage en cherchant dans celui-ci les textes qui résument une vie, dans son unité, et l'ambition toujours neuve d'une pensée sans cesse en mouvement.

Unité d'une vie : celle qui mène le jeune Balandier du Musée de l'Homme - qui évoque à la fois l'ethnologie et la toute première Résistance - aux maquis des Vosges puis à la « Sorbonne » africaine (Dakar, le Congo), au cabinet de Pierre Mendès France, à l'École des hautes études, en Sorbonne, à l'Institut d'Études politiques... Au fil des années et des travaux, les rencontres et les débats avec Michel Leiris, Claude Lévi-Strauss, Louis Dumont... nous permettent aujourd'hui de retrouver ou de découvrir ce qu'il y a d'essentiel dans les travaux des interlocuteurs de Georges Balandier. Par exemple, la critique du structuralisme est décisive et la présentation de Georges Gurvitch réveillera l'intérêt pour l'auteur des *Cadres sociaux de la connaissance*.

Cohérence d'une pensée : pour l'apprécier, le plus simple est de commencer par l'entretien avec Pierre Nora. Au fil des expériences intellectuelles et politiques évoquées, trois moments fortement liés doivent être distingués :

- *La rupture avec l'ethnologie classique*, tournée vers les campagnes africaines de l'époque coloniale, au profit d'une étude de l'Afrique urbaine, emportée par le mouvement de la décolonisation sans qu'elle perde pour autant la référence à sa propre histoire sociale et politique. Nécessité, en ce domaine comme en d'autres, de présenter les sociétés de la tradition dans leur dialectique, contre la nostalgie fixiste, selon leurs métissages, au détriment du culte de l'authenticité, et dans leur mode de participation au monde qui se fait.

- *La fondation de l'anthropologie politique*, discipline aujourd'hui familière qui résulte d'une démarche révolutionnaire car les anthropologues de l'après-guerre ne s'intéressaient guère au pouvoir, à sa symbolique et à ses représentations. Le projet suscita l'intérêt de Raymond Aron, et « l'agacement » de Louis Dumont. Cet éminent professeur avait tort, et c'est Georges Balandier qui avait raison d'affirmer que « *le politique fonctionne au symbolique* ». Ce que le général de Gaulle montrait chaque jour magnifiquement mais certains anthropologues, non des

moindres, ne savent pas regarder autour d'eux. L'auteur d'*Anthropologie politique* (2) débordait quant à lui l'anthropologie et la sociologie classiques, la philosophie politique et ce qu'il est convenu d'appeler la « science politique ».

- *La sociologie de la modernité* constitue, dans l'œuvre générale, un troisième moment qui commence avec « *Le pouvoir sur scène* » : théâtralisation du pouvoir, rôle des médias, « *détour* » par les sociétés de tradition pour comprendre le monde moderne, examen critique des labyrinthes de la sur-modernité et du « *grand système* » dans lequel nous risquons de nous perdre.

Qu'on ne croie pas, cependant, que Georges Balandier soit à son tour saisi par la nostalgie des sociétés réputées pures, traditionnelles et authentiques. Au contraire ! Il est possible de sortir des impasses, de refuser le faux déterminisme techniciste et l'idéologie ultra-libérale, d'échapper au « paradoxe du politique » qui accumule les moyens du pouvoir sans en vouloir les fins. Au carriérisme dérisoire des puissants de l'heure, opposer une claire ambition politique : celle qui commence par la « recomposition du politique » en tant que tel. Avec Georges Balandier, nous sommes en bonne compagnie.

Régine JUDICIS

(1) Georges Balandier - « *Civilisés, dit-on* » PUF, 2003, prix franco : 19 €. L'éditeur n'a pas fait son travail : il manque un index des noms cités.

(2) Georges Balandier - « *Anthropologie politique* », Quadrige, 4^e édition, 1999, prix franco : 11 €.

Voir aussi l'entretien avec Georges Balandier publié dans *Cité* n° 22, ainsi que les entretiens, article ou notes de lecture publiés dans *Royaliste* :

- « *Le désordre* » note de lecture, n° 505, 1988.

- « *Le pouvoir sur scènes* » entretien, n° 602, 1993.

- « *Menaces sur la démocratie* » entretien, n° 640, 1995.

- « *Un intellectuel engagé* » entretien, n° 702, 1998.

- « *Le grand système* » article, n° 770, 2001.

Lire Leo Strauss

Le courant néo-conservateur américain est à la mode. Il n'y a donc pas que le *politiquement correct* à dominer la vie intellectuelle aux États-Unis. On s'avise que l'actuelle administration républicaine est influencée sans doute beaucoup plus par les disciples de Leo Strauss que par les fondamentalistes religieux, dont le rôle n'est pourtant pas négligeable. L'intérêt de personnages comme Paul Wolfowitz, numéro deux du Pentagone, est d'avoir puisé chez Strauss une vraie pensée politique qui conforte la haute idée que l'entourage de la Maison Blanche a de la démocratie américaine et de son rôle dans le monde. De là à justifier l'actuelle politique du président George W. Bush à partir de l'œuvre d'un maître de la philosophie politique, il y a un pas que nous ne franchissons pas, d'autant que cela nous entraînerait dans des difficultés infinies. Cependant, le débat des idées nous contraint à prendre en considération l'œuvre de Leo Strauss, qui pourrait bien être un des meilleurs interprètes de la grande tradition classique au vingtième-siècle.

Depuis longtemps, les traductions en français de quelques-uns des ouvrages de Strauss avaient pu persuader de la stature de ce commentateur hors pair des anciens et des modernes. Cependant, pour qui n'avait pas à l'esprit la construction générale de l'œuvre ainsi que son dynamisme interne, il n'était pas évident de définir son originalité et même sa consistance propre. D'ailleurs il suffit de consulter les précis d'histoire de la pensée contemporaine, pour s'en convaincre. Strauss est cité, parfois abondamment, mais toujours comme commentateur, rarement comme penseur original. On présente qu'il est à contre-courant comme partisan du retour aux anciens, aussi bien aux Grecs qu'aux Saintes Écritures. On l'associerait volontiers à certains aspects de la réflexion d'une Hannah Arendt, tout en demeurant perplexe. Ses rapports avec elle furent toujours détestables, et il fut un de ses adversaires les plus acharnés après le procès Eichmann. Et pourtant il y a, entre eux, une profonde parenté, qui tient à une communauté de culture, et sans aucun doute à un même enracinement. L'un et l'autre sont contemporains. Ils firent leurs études philosophiques dans l'université allemande à l'heure heideggerienne, avant que le nazisme ne les chasse et ne les conduise à l'exil américain. Et comment ne pas être frappés par leur commune racine juive, sans laquelle l'essor de leur pensée serait incompréhensible ?

Reste que, pour prendre conscience de l'importance réelle de Strauss, il convient de restituer l'unité d'une œuvre en identifiant l'intention qui l'anime. C'est pourquoi l'essai que vient de publier Daniel Tanguay, professeur à l'université d'Ottawa, s'avère indispensable. En écrivant la première biographie intellectuelle du philosophe, il permet de comprendre en quoi l'extraordinaire tension qui est au cœur du

corpus de Strauss définit au mieux sa fécondité et sa présence irrécusable dans les problématiques modernes. Il atteint ainsi le secret de sa force critique. Mais, au préalable, c'est à cette Allemagne de l'entre-deux-guerres qu'il faut revenir, pour savoir comment la situation existentielle d'un jeune intellectuel va déterminer le questionnement qui sera sans cesse le sien et retentira dans sa façon d'interroger les héritages ainsi que les systèmes nés de la révolution de Machiavel et de Spinoza.

Le jeune Leo Strauss, « né et éduqué en Allemagne », s'interroge sur le sionisme. Le fait que la république de Weimar ait donné aux juifs la totalité des droits politiques signifie-t-il qu'il n'y aura plus de « question juive » ? Spinoza avait anticipé la réponse, en posant les fondements de l'État libéral, mais aussi plus ou moins implicitement la perspective d'un effacement du judaïsme. Cette perspective était aussi celle de Theodor Herzl, fondateur du sionisme. L'originalité de Strauss, forcément impliqué dans le drame juif contemporain, consistera à s'opposer de front à Spinoza, en montrant comment l'offensive contre la religion n'a nullement été à la hauteur de ses ambitions et que les solutions modernes qui résultent de l'élimination du problème théologico-politique ne sont nullement satisfaisantes. Il faut préciser également qu'à l'époque où il s'engage dans son grand travail de critique de la modernité philosophique, le jeune homme est vivement impressionné par le renouveau de la pensée théologique en Allemagne, aussi bien du côté protestant avec l'émergence d'un Karl Barth que du côté juif avec des gens aussi remarquables que Franz Rosenzweig et Martin Buber.

Cependant Leo Strauss ne s'engagera pas dans une approche religieuse ou mystique du judaïsme. Il demeurera toujours dans sa stricte discipline philosophique qui consiste à répondre sur le terrain de l'argumentation rationnelle aux critiques des Lumières. Et c'est d'ailleurs ce qu'il y a de plus remarquable chez lui. La façon dont il déconstruit Spinoza ne résulte pas d'une orthodoxie théologique mais d'une lecture rigoureuse qui oppose argument à argument et met en évidence certains préalables, comme l'épicurisme. Car le refus de la loi trouve ses motifs dans une préférence pour les aménités de l'existence. Quant à la négation de la transcendance, elle n'est pas décisive parce qu'elle s'appuie sur une rhétorique qui joue sur les apparences et fuit les vraies difficultés.

L'opposition entre la religion et la raison qui est propre à la modernité conduira Strauss à s'intéresser aux *Lumières médiévales*, notamment juives et musulmanes puisqu'elles surmontent cette exclusion mutuelle. Il étudie les œuvres de Maïmonide et de Farabi parce qu'elles associent étroitement le politique et le religieux et parce qu'il est persuadé que l'on doit rouvrir cette question fermée par les modernes. A partir de là s'ordonne un immense travail qui implique l'étude des anciens, Platon et Aristote, avec la réhabilitation d'un droit naturel à l'opposé des conceptions d'un Machiavel et d'un Hobbes, tandis que demeurent en tension ces deux pôles fondamentaux : Athènes et Jérusalem. On le voit bien : une telle pensée est intempestive. C'est bien pourquoi, elle est extraordinairement révélatrice du temps qui est le nôtre, avec une structure intellectuelle déstabilisée, où les plus vieilles exigences redeviennent les plus actuelles.

par Gérard Leclerc



■ Daniel Tanguay - « **Leo Strauss - Une biographie intellectuelle** ». Le collège de philosophie, Grasset, prix franco : 23 €.

Questions sur le patrimoine

Auteur de deux *Que sais-je ?* et d'une contribution à *Cité* n° 39 sur « *Écologie et politique* », Dominique Audrerie a rassemblé en un élégant volume les questions que pose quotidiennement le « patrimoine ».

La première de ces questions est posée par le concept même de patrimoine dont la fausse évidence cache un retournement dans notre rapport au monde : comment, dit Pierre Nora, ce mot passe-t-il « de l'acception presque notariale qui était sienne à la fin des années soixante... à une définition beaucoup plus contraignante et envahissante : non plus le bien dont on hérite, mais le bien constitutif de la conscience collective d'un groupe » ?

Spécialiste de l'abbé Grégoire qui lança la démarche patrimoniale au moment où les philistins s'arrachaient les trésors « d'ancien régime », Audrerie détecte dans l'émergence du culte patrimonial l'ébranlement des certitudes, la rupture des « racines », une insécurité élargie à la conscience de toute une société. Sur les œuvres ou les paysages, devenus soudain garants de l'identité menacée, s'abat l'écrasante mission d'incarner et perpétuer la Mémoire : les voilà « panthéonisés » en lieux communs de nos plus profondes solidarités...

A vrai dire, l'émotion devant les Bouddhas explosés ou la mise à sac du Musée de Bagdad, confirme ce diagnostic. Le patrimoine nous tient par la pointe de l'âme, au risque de nous attacher au piquet des signes et vestiges de civilisations ou de fois

disparues. Cet « arrêt sur image » muséal accable notre conscience au point que la quête initiale pourrait bien se retourner en violence : « *Comment se débarrasser du poids du patrimoine ?* »

En attendant, son culte entoure d'une ironie permanente la modernité : plus elle consomme et vomit de déchets, plus rapidement ces restes sont promus au rôle de témoins d'un ordre passé ; le progrès galope et l'imagination freine des quatre fers ; le plus gros pollueur parraine l'écologie comme le fabricant de poudre dote le prix de la paix. La dernière authenticité est dans le repentir : être mécène des ruines qu'on laisse sur sa route...

Si les maximes de ce petit manuel entraînent à cette méditation paradoxale, elles livrent aussi les clefs sociales et juridiques utiles à qui veut pratiquer cette piété moderne sans oublier la quête qu'elle masque et dont l'auteur fournit la clef. « *Le patrimoine pour quoi ?* » dit-il en conclusion, citant le mot de Simone Weil sur « le respect est dû au champ de blé, non pour lui-même, mais parce que c'est de la nourriture pour les hommes ».

Luc de GOUSTINE

■ Dominique Audrerie. « *Questions sur le patrimoine* ». Collection Stèles, Ed. Confluences, prix franco : 11 €.

De la régence comme phénomène politico-historique

L'idée de tenter une typologie du phénomène politique et historique des régences était peu pratiquée jusqu'à ce livre d'André Corvisier.

Les régences qui semblaient n'être que des accidents de l'Histoire, s'avèrent, par leur fréquence et l'étendue géographique de leur existence, être, en fait, des phénomènes historiques à part entière.

La classification que l'auteur fait des différents types de régences peut-être contestée mais les liens qu'il tisse entre elles, régences de minorité, d'absence, permanente ou d'incapacité, transcendent allégrement les siècles et les frontières. L'intérêt de l'ouvrage se situe là, même si l'on peut regretter que les principaux développements appuyant chacune des catégories soient trop systématiquement pris en France et donc archiconnus, alors que bien d'autres exemples étaient possibles, notamment pour ce qui concerne la régence d'incapacité, telle que l'ont connue les Anglais avec Georges III, à un moment crucial de l'Histoire de l'Europe et qui méritait mieux que trois pages.

Pour le seul cas de la France, on pensait n'avoir connu que des régences de minorité, mais on s'apercevra que bien au-delà, le simple fait pour le souverain de s'éloigner de son royaume, ne fût que de quelques lieues, suffisait pour que le processus entrât en action. Même au temps les plus proches de nous, l'usage persiste puisque Napoléon III fut le dernier à en user.

Les régences sont généralement des temps de troubles, propices à l'irruption de revendications sociales et politiques. Il faut d'ailleurs noter qu'au fur et à mesure de la centralisation du pouvoir, les désordres allèrent en s'amenuisant, per-

mettant même à des régents comme Philippe d'Orléans ou Georges d'Angleterre - fils de Georges III, futur Georges IV - l'un au début du XVIII^e siècle, l'autre à la fin, de voir leur période de régence devenir un nom propre, orné d'une majuscule...

En France, contrairement aux autres pays, les régences ont été majoritairement exercées par des femmes, exclues par principe de la succession au trône mais aussi de tout rôle politique officiel, ne disposant que d'une influence difficile à quantifier. Cette « revanche » n'a pourtant jamais permis de modifier en quoi que ce soit l'accès des femmes au pouvoir dès la majorité du roi accomplie.

L'utilisation des régences montre assez la solidité du principe de succession dans les monarchies. Seul le cas de l'Angleterre est à mettre à part, dur lieu où l'on avait tôt fait de se débarrasser des enfants en bas âge, souvent un tantinet brutalement.

Ce livre pionnier d'André Corvisier ouvre la voie à d'autres recherches qui permettront de fouiller le chantier ouvert et d'étudier des singularités que l'auteur signale sans en pousser complètement l'étude.

Pascal BEAUCHER

■ André Corvisier - « *Les régences en Europe* », PUF, prix franco : 29 €.

Souscription

Les rats vont mieux...

« Nous sommes gueux comme des rats », avions-nous dit. Mais cette situation semble s'améliorer et la liste que nous publions ci-dessous montre que nos amis ont compris l'importance de l'enjeu de notre souscription et ont à cœur de la voir atteindre son but. Plus de trois mille euros rassemblés en quinze derniers jours, depuis la publication de notre précédente liste, c'est un résultat appréciable et, si le rythme ne faiblit pas, nos soucis financiers seront en passe de s'éloigner. Je rappelle que l'objectif est de 14 000 € avant les vacances. C'est à portée de la main si ceux de nos amis qui n'ont pas encore réagi font un effort, même modeste (les petits ruisseaux...). Je les en remercie par avance et vais, dès aujourd'hui, guetter le facteur...

Yvan AUMONT

9^e liste de souscripteurs

Rémy Aïmar 10 € - Claude Anglade 50 € - David Arnaud 50 € - Gilles Ascaride 20 € - Maurice Asta-Richard 20 € - Raoul Audebert 70 € - A.B. (Hérault) 30 € - Paul Balta 20 € - F.B. (Hauts de Seine) 70 € - Jacques et Denise Berbineau 45 € - Laurent Boissavy 20 € - Père Serge Bonnet 80 € - X.B. (Paris) 5 € - Gisèle Brodud-Yviquel 50 € - Amadeu Ciscar Penella 92 € - Jean-Luc Castro 20 € - Arnaud Chaballier 7 € - Jean Charbonnel 50 € - Jean-Philippe Chauvin 30 € - Gilles et Florence Chopard-Guillaumot 25 € - Michel Cornet 60 € - C.C. (Loire) 50 € - Denis Cribier 75 € - André de Crux 15 € - Bernard Cubertafond 20 € - Jean-Pierre Dauvillier 7,62 € - Philippe Dechartre 153 € - Hélène Plouhinec 50 € - Véronique et Fabien Desmeaux 36 € - Jean-Louis Dhorne 15 € - Philippe Fermon 100 € - Claude Ferrand Blazer 25 € - Bernard Fontaine 20 € - Albert Forget 20 € - François Francart 100 € - Michel Franceschetti 20 € - Luc de Goustine 70 € - Philippe Goutal 30 € - Jean-Marie Gurvil 50 € - V.H. (Paris) 15 € - Bernard Javault 100 € - Alain Jouffroy 20 € - Guillaume Kopp 70 € - T.K. (Hauts-de-Seine) 10 € - Jacques Lambalais 15,25 € - Martine Grenier-Francart 100 € - Pierre Le Chevalier 20 € - Christian Lecocq 100 € - Christian Libens 7 € - Jean-Baptiste Margantin 20 € - Jean-Marie Mathieu 250 € - Alain Mercier 100 € - Christian Mory 50 € - Emmanuel Moumdjiev 50 € - Andra Nery 30 € - Etienne Parize 10 € - Noël Pecout 20 € - Gilles Pégourier 50 € - Michel Pelletier 100 € - Yolande de Prunel 100 € - Dr Pierre Reveillas 30 € - Isabelle Richardt 20 € - Jacqueline de Roux 20 € - Renaud Rumin 30 € - Maurice Sarazin 15 € - Jacques Solé 20 € - Christian Tourne 20 € - Paul Vaur 54 € - Marcel Veyrenc 50 € - J.V.P. (Côte d'Or) 24 € - Max Woelflé 30 € - Skender Zogu 25 €.

Total de cette liste : 3 255,87 €

Total précédent : 6 091,53 €

Total général : 9 347,40 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

• Mercredi 28 mai : pas de conférence en raison des congés de l'Ascension.

• Mercredi 4 juin : Chercheur au CNRS (Groupe de sociologie des religions et de la laïcité), spécialiste des pays arabes du Moyen-Orient, **Pierre-Jean LUIZARD** devait nous présenter « La question irakienne » en mars, le soir même où les forces anglo-américaines ont déclenché l'attaque contre l'Irak. Requis par une tâche relative à ses fonctions, notre invité avait dû s'excuser. Maintenant que la guerre est terminée, l'analyse que Pierre-Jean Luizard nous présentera sera encore plus instructive. Les images télévisées et les commentaires diffusés depuis l'entrée des troupes américaines dans Bagdad ne nous permettent, pas plus qu'avant la chute de Saddam Hussein, de saisir dans leur ensemble les réalités irakiennes. Histoire, sociologie, relations avec les pays voisins (Iran, Turquie, Syrie), rôle joué par les Américains dans la région, perspectives de la reconstruction politique : autant de ques-

tions que nous aborderons avec un chercheur qui a une connaissance directe et approfondie de l'Irak et des Irakiens.

• Mercredi 11 juin : Professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques), ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale, **Emmanuel LE ROY LADURIE** est l'auteur d'une œuvre considérable. Nous l'avions reçu naguère pour son ouvrage sur l'Ancien régime, édité dans le cadre de l'Histoire de France publiée par Hachette, mais nous n'avions pas encore eu l'occasion de l'écouter sur ce qui constitue le cœur de ses recherches, inaugurées par sa thèse sur les paysans du Languedoc qui a été prolongée, élargie et approfondie par maints autres travaux. Ceux-ci sont maintenant rassemblés dans une vaste synthèse qui a pris la forme d'un ouvrage récemment publié. Notre invité nous présentera « Les paysans français » tels qu'ils ont vécu au fil de deux grands cycles agraires : celui qui couvre la période médiévale et moderne (XIV^e-XVII^e) et celui qui inaugure, au XVII^e siècle, la période moderne contemporaine. Histoire sur laquelle ont été plaqués trop de clichés empreints de nostalgie, et que nous avons à découvrir dans toute sa complexité.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Expectatives et expédients

Tandis que la télévision diffuse des images de désordre, certains partisans d'un changement radical peuvent avoir l'impression accablante que les choses tournent en rond.

Il est vrai que les citoyens sont vivement incités à reprendre les vieilles disputes pendant que les dirigeants s'occupent des nouvelles « réformes ». Le ministre de l'Intérieur a ressorti « l'affaire du foulard » et de nouvelles salves ont été tirées par voie de presse. On a longuement revu Jean-Marie Le Pen à la télévision et nous sommes incités à nous mobiliser pour éviter un autre « 21 avril ». Brigitte Bardot a été invitée à dire des bêtises et des méchancetés dans une émission à la mode et les communiqués indignés du lendemain ont permis de mesurer le degré de correction politique des groupes et des personnalités.

D'ores et déjà, les paris sont ouverts sur la nature du scandale de l'été. Pornographie ? Pédophilie ? Nouvelle version du complot rouge-brun ? Je me permets de suggérer une grande enquête sur le complot royaliste, assortie de révélations sur nos réseaux d'influence : voilà qui ferait grimper nos courbes de vente !

Bien entendu, les questions que j'évoque sont sérieuses et elles ont été à d'innombrables reprises évoquées sérieusement dans notre journal et dans nos livres. Ce sont les manipulations éhontées qui prêtent à rire. C'est un rire salubre car il peut éviter les violences que risquent d'engendrer des fantasmes imprudemment titillés. Car que veut-on à

la fin ? Cultiver le symptôme lepéniste ? Comme si l'irresponsabilité et la corruption de l'oligarchie ne suffisaient pas... Lancer la chasse aux sorcières contre une actrice qui est depuis sa jeunesse prise au piège, redoutable et parfois mortel, de la célébrité ? On ne nous fera pas croire que les médias sont incapables d'étouffer en silence un livre bête et méchant – alors qu'ils en tuent d'excellents.



Inutile d'insister sur ces points puisque ces provocations ont jusqu'à présent échoué. C'est la politique économique, sociale, scolaire et universitaire qui mobilise, par centaines de milliers, les manifestants. Les grèves et les défilés ne sont pas des gesticulations rituelles avant reddition sous l'égide de la CFDT. Tous les mouvements de protestation ont le même sens, et le message adressé au gouvernement est formulé en termes identiques depuis vingt ans : dans leur grande majorité, les ouvriers, cadres, fonctionnaires, enseignants, étudiants et retraités refusent les recettes ultra-libérales que les oligarques présentent comme d'indispensables « réformes ».

Indispensables, vraiment ? Les déclarations volontaristes curieusement assorties de références à des contraintes factices (« on n'a pas le choix ») ne peuvent plus faire illusion.

Cent citations, puisées dans les communiqués martiaux et les conférences de presse rassurantes attestent que les dirigeants français et européens ne croient plus à ce qu'ils font. Ils ne croient plus à l'euro, au pacte de stabilité, aux stabilisateurs automatiques du marché global, aux effets dynamiques de la baisse des taux d'intérêts, à la solidarité atlantique qui se manifesterait par un rapport équilibré entre l'euro et le dollar.

Restent les expectatives et les expédients, les sursis qu'on s'accorde, les belles paroles du dimanche soir mûries spécialement pour l'émission de Christine Ockrent. Naufrageur de l'enseignement public, Luc Ferry assure les professeurs qu'il est « parfaitement conscient » de leur « profond désarroi ». Pendant quelques semaines, il sera encore possible de vaticiner sur la « constitution européenne » écrasée dans l'œuf giscardien par les rivalités de pouvoirs et les conflits de puissances. Et si le gouvernement parvient à briser la résistance syndicale et professionnelle à ses programmes de destruction sociale, il ne gagnera qu'un répit de quelques mois : le sentiment de l'intolérable se généralise, les feux de la révolte se rallumeront jusqu'à ce que l'oligarchie tout entière soit défaite.

Cela peut prendre du temps, puisque l'opposition patriote, démocrate et révolutionnaire n'a pas trouvé le fédérateur capable d'incarner et d'accomplir son projet. Mais rien n'est désespérant dans l'histoire qui se fait.

Bertrand RENOUVIN